



POLITIQUE 05/11/2020 17:04 CET

La Défenseure des droits pointe les "risques considérables" de la loi "Sécurité globale"

Cette proposition de loi, très controversée, est actuellement en cours d'examen par la commission des Lois de l'Assemblée nationale.

Le HuffPost avec AFP



LUDOVIC MARIN VIA GETTY IMAGES

La Défenseure des droits Claire Hédon a pointé des "risques considérables" de la loi "Sécurité globale" actuellement en cours d'examen en commission. (photo d'archive de Calire Hédon prise en octobre 2017)

POLITIQUE - La proposition de loi sur la "sécurité globale", examinée depuis mercredi par les députés, fait peser des "risques considérables" sur la liberté d'informar et le droit à la vie à privée, a estimé [la Défenseure des droits](#) dans un avis publié ce jeudi 5 novembre.



l'exercice de leur fonction". Claire Hédon, la Défenseure des droits (DDD), "demande à ce que ne soient, à l'occasion de ce texte, entravés ni la liberté de la presse, ni le droit à l'information".



Défenseur des droits 
@Defenseurdroits 

Cette proposition de loi soulève des risques considérables d'atteinte à plusieurs droits fondamentaux, notamment au droit à la vie privée et à la liberté d'information.
[#PPLSecuriteGlobale](#)

Proposition de loi « Sécurité globale » : l'alerte de la Défenseure
[defenseurdesdroits.fr](#)

3:09 PM · 5 nov. 2020 

 2,3 k  2,4 k personnes tweetent à ce sujet.

Le texte, déposé le 20 octobre par LREM et son allié Agir, propose notamment de pénaliser l'usage malveillant d'images de forces de l'ordre, ou tout autre élément d'identification" des policiers et gendarmes en intervention, qui serait punissable d'un an de prison.



Des images “nécessaires au fonctionnement démocratique”

La DDD souligne de son côté que “l’information du public et la publication d’images relatives aux interventions de police sont légitimes et nécessaires au fonctionnement démocratique”.

Depuis le début de son examen en commission, la proposition de loi fait l’objet de vives critiques sur les réseaux sociaux. De nombreux élus de l’opposition, journalistes et associations de défenses des droits alertent sur son contenu, s’inquiétant d’une loi qui “couvrirait” les violences policières.



LDH France

@LDH_Fr



[#ViolencesPolicières](#) | Documenter l’action des FDO est la mission première des observatoires citoyens à l’initiative de la [#LDH](#). C’est un contre-pouvoir citoyen important pour notre démocratie. Pourtant le [#PPLSécuritéGlobale](#) vise à restreindre une utile transparence.



Cerveaux non disponibles @CerveauxNon

Sullivan, un [#GiletsJaunes](#), a passé plusieurs mois en prison suite à une condamnation pour violences fondée uniquement sur la parole des policiers. C’est une vidéo de la LDH produite lors du procès en appel qui lui a permis de sortir. [#PPLSecuriteGlobale](#)
[youtube.com/watch?v=QM1MPX...](https://www.youtube.com/watch?v=QM1MPX...)

7:47 AM · 5 nov. 2020



239

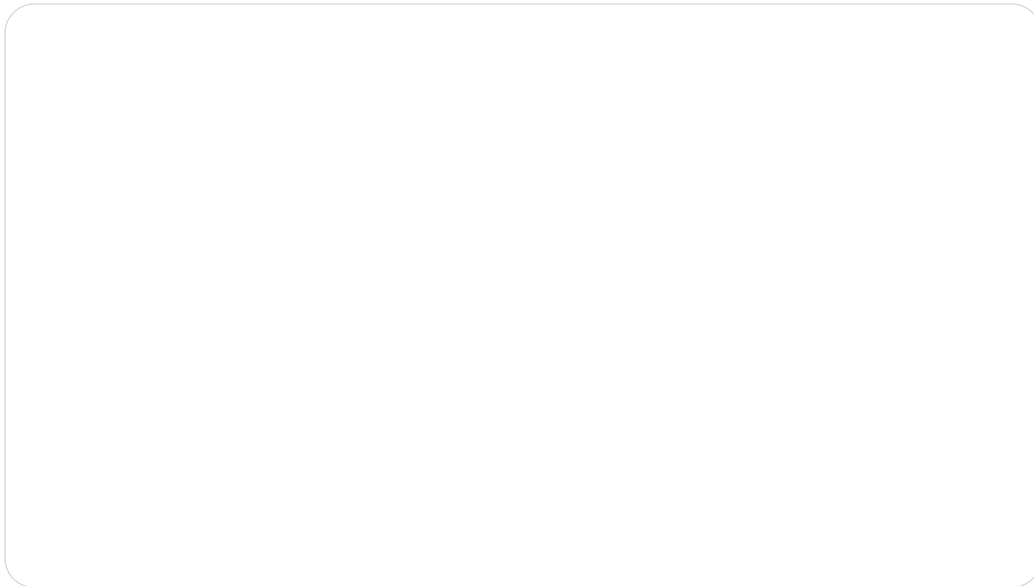


188 personnes tweetent à ce sujet.




Un message de [#GenevièveLegay](#) : « Le 23 mars 2019, j'ai été victime de violences policères. Avec la loi Sécurité Globale interdisant la diffusion d'images de policiers, nous n'aurions pas pu obtenir la vérité »

Non à la [#PPLSecuriteGlobale](#). D'autres suivront.
[@AA_Avocats](#)



11:55 AM · 4 nov. 2020



 190  118 personnes tweetent à ce sujet.



Liberté d'informer en danger, désobéissance civile réprimée : la [#PPLSecuriteGlobale](#) en débat à l'Assemblée Nationale renforcerait les risques de répression contre nos militant-es et nos actions.

Restons vigilant-es et mobilisé-es.

[#DirectAN](#)

 **ANV-COP21** @AnvCop21

Pendant que les mesures de la @Conv_Citoyenne sont détricotées, le gouvernement cible directement les activistes avec la [#PPLSecuriteGlobale](#) qui contient un amendement promettant 1 an de prison et 15 000 € d'amende pour "intrusion dans les aéroports côté piste"

[#AvionsÀTerre](#)

3:02 PM · 5 nov. 2020



 84  47 personnes tweetent à ce sujet.

Claire Hédon pointe également du doigt, dans ce texte, l'éventuelle possibilité de consulter les images des caméras de vidéo protection, l'exploitation en temps réel des images des caméras piétons des policiers et le recours aux drones comme outil de surveillance.



passage dans l'hémicycle, à partir du 17 novembre.

À voir également sur *Le HuffPost*: **Les policiers de Champigny expriment leur ras-le-bol après l'attaque du commissariat**



LIRE AUSSI:

« Inacceptable »: Dermanin dénonce le "soirée clandestine" des élèves de l'école de



POLITIQUE

INTERNATIONAL

CORONAVIRUS

ÉLECTION US

ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT

LIFE

CULTURE



[MENTIONS LÉGALES](#)

[COOKIES](#)

[CONDITIONS D'UTILISATION \(ACTUALISÉE\)](#)

[RSS](#)

[CONFIDENTIALITÉ \(ACTUALISÉE\)](#)

[À PROPOS DE NOUS](#)

[NOUS CONTACTER](#)

© 2020 Le HuffPost SAS. Tous droits réservés.

Fait partie de **HuffPost News**

The Huffington Post